



MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

FOURNITURE ET LIVRAISON DE VÊTEMENTS DE TRAVAIL, EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE ET ACCESSOIRES POUR LE PERSONNEL DE LA CCI

Chambre de Commerce et d'Industrie d'Ille-et-Vilaine
2, avenue de la Préfecture
35042 Rennes

Table des matières

Article 1.	Objet du marché.....	3
Article 2.	Dispositions générales du contrat.....	3
2.1	Allotissement.....	3
2.2	Forme du marché.....	3
2.3	Protection de la main d'œuvre.....	4
2.4	Protection de l'environnement.....	4
Article 3.	Pièces contractuelles.....	4
Article 4.	Durée.....	5
4.1	Durée du marché.....	5
4.2	Délai d'exécution.....	5
Article 5.	Prix et conditions de paiement.....	5
5.1	Détermination du prix.....	5
5.2	Variation des prix.....	5
5.3	Modalités de règlement.....	6
5.4	Périodicité des paiements.....	7
Article 6.	Avance.....	7
Article 7.	Conditions d'exécution des prestations.....	7
7.1	Forme des notifications et informations.....	7
7.2	Lieu d'exécution.....	7
7.3	Stockage, emballage et transport.....	8
7.4	Mode de livraison.....	8
7.5	Dématérialisation des échanges pendant l'exécution des prestations.....	8
7.6	Documents à fournir.....	8
7.7	Réparation des dommages.....	8
7.8	Assurances.....	8
Article 8.	Descriptif technique des prestations attendues.....	9
Article 9.	Pénalités et exécution aux frais et risques.....	9
9.1	Pénalités.....	9
9.2	Exécution aux frais et risques.....	10
Article 10.	Opération de vérification, admission et garantie.....	10
Article 11.	Résiliation.....	10
Article 12.	Litiges et différends.....	11
Article 13.	Dérogations aux documents généraux.....	11

Article 1. Objet du marché

L'objet du présent marché est la fourniture et la livraison des vêtements de travail, EPI et accessoires pour le personnel de la Chambre de commerce d'Ille-et-Vilaine.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par chaque acheteur concerné.

Article 2. Dispositions générales du contrat

2.1 Allotissement

N° Lot	Descriptifs des lots
01	Vêtements de travail
02	Equipements de protection individuelle (EPI)
03	Accessoires

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots

2.2 Forme du marché

Procédure établie en application du Code de la Commande Publique.

La consultation est passée par procédure adaptée en application des articles L2123-1, R.2123-1 1° du Code de la Commande Publique.

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R.2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Les prestations donnent lieu à un accord cadre mono attributaire à bons de commande dont les prestations seront susceptibles de varier de la manière suivante :

Lot	Montant minimum par période en € HT	Montant maximum par période en € HT
Lot 01	0,00	6 000,00
Lot 02	0,00	3 000,00
Lot 03	0,00	1 000,00

Les prestations à réaliser seront définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comporteront :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date de l'accord-cadre,
- numéro et date du bon de commande,
- adresse de livraison,
- adresse de facturation,
- désignation des prestations,
- délais maximum de livraison,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

Personnes habilitées à signer les bons de commande sont : le représentant habilité du pouvoir adjudicateur. Les bons de commande pourront s'exécuter au-delà du terme de l'accord-cadre.

2.3 Protection de la main d'œuvre

Le titulaire du marché remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article L8222-6 du Code du Travail, le pouvoir adjudicateur s'assurera après alerte de la part d'un agent chargé du contrôle, du respect par le titulaire de ses obligations en matière de protection de la main d'œuvre.

Sans préjudice des articles L8222-1 à L8222-3 du Code du Travail, le Pouvoir adjudicateur informe le titulaire de sa situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L8221-3 et L8221-5, et l'enjoint aussitôt de faire cesser cette situation.

Une pénalité sera aussitôt appliquée au titulaire.

Le montant de la pénalité sera calculé dans les conditions suivantes : 150 € par jour d'infraction constatée.

Toutefois, ce montant devra être égal, au plus, à 10 % du montant du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du Code du Travail.

Le cocontractant ainsi mis en demeure apporte à la personne publique, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut le contrat pourra être rompu sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

2.4 Protection de l'environnement

Conformément à l'article 7 du CCAG-FCS, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur ou par délégation du directeur général des services.

Article 3. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

1. l'acte d'engagement (AE)
et son annexe 1 : le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
2. le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi
3. le catalogue des prix du fournisseur (ou le catalogue des produits et le tarif public associé en vigueur)
4. l'offre technique du titulaire
5. le cahier des clauses administratives générales (CCAG) Fournitures courantes et services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur au moment de l'envoi d'AAPC

Article 4. Durée

4.1 Durée du marché

La durée de validité du marché est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis. Elle est fixée à 12 mois, à compter de la notification du marché.

Le marché est reconductible de manière tacite 3 fois, pour une période de 12 mois, soit une durée maximale de 48 mois. Le pouvoir adjudicateur prend par écrit la décision de non reconduction du marché. La notification de cette décision doit intervenir 3 mois avant la fin de la période de validité en cours. Le titulaire du marché ne peut pas refuser la reconduction.

Si le montant maximum est atteint sur la période, cela met fin à la période en cours et déclenche automatiquement la période suivante. Si le montant maximum est atteint pour la dernière période, le marché prend fin.

4.2 Délai d'exécution

Le délai de livraison est fixé par le titulaire dans son acte d'engagement. Il commence à courir à compter de la date de réception du bon de commande par courriel.

Ce délai ne pourra pas excéder 15 jours calendaires à compter de l'envoi du bon de commande.

Article 5. Prix et conditions de paiement

5.1 Détermination du prix

Les prix du marché sont traités à prix unitaires, sur la base du bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement et des quantités réellement exécutées.

Les prix, sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires et frais de facturation, ainsi que la garantie de 3 ans.

Toutes les fournitures doivent être de première qualité pendant toute la durée du marché. Si un produit devait devenir obsolète, le titulaire devra proposer un produit de qualité similaire ou supérieure au produit proposé initialement, sans augmentation de tarif et sans que la passation d'un avenant ne soit nécessaire.

Pour les fournitures ne figurant pas dans le bordereau des prix unitaires, celles-ci seront commandées auprès du titulaire après demande de devis et émission d'un bon de commande.

Par ailleurs, en cas de promotion sur les articles commandés, si les prix résultant des promotions en vigueur au moment de la commande sont inférieurs à ceux résultant du marché, les prix promotionnels prévalent.

5.2 Variation des prix

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de mars 2026 ; ce mois est appelé "mois zéro" ou m0.

Les prix sont réputés fermes la première année d'exécution du présent contrat et sont révisable les années suivantes selon les modalités ci-dessous.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait qu'il doit, au moins un mois avant la première application d'un nouveau coefficient de révision, fournir les éléments de détermination de ce coefficient avec la facture correspondante pour validation du pouvoir adjudicateur. A défaut, les prix sont réputés rester fermes.

La clause dite « de sauvegarde » s'applique : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application d'une nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure au taux de +2,5 %.

- 1. Les prix du Bordereau des Prix Unitaires seront révisés annuellement, à la date anniversaire de la notification, par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :**

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times [I(n) / I(o)]$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro

Le mois « n » retenu pour chaque révision sera celui où le dernier indice définitif a été paru à la date de révision.

L'index de référence I, publié par l'INSEE, est le suivant : CPF 14.1 – Articles d'habillement, à l'exclusion des fourrures Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764105.

En cas de modification ou de remplacement de l'indice choisi, le nouvel indice sera de plein droit substitué à l'ancien dans les conditions et selon les coefficients de raccordement publiés et préconisés par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) et rétroactivement à compter de la date à laquelle l'indice ne pourra plus être appliqué.

En cas de suppression pure et simple de l'indice, il sera remplacé par un nouvel indice équivalent à celui retenu initialement, en commun accord par avenant entre le titulaire du marché et le pouvoir adjudicateur.

- 2. Les prix catalogues sont fermes la première année puis révisables une fois par an en fonction d'une référence du fournisseur à partir de laquelle on procède à l'ajustement du prix de la prestation.**

Les prix ne varient pas jusqu'à l'entrée en vigueur des nouveaux prix pratiqués par le titulaire pour l'ensemble de sa clientèle.

Pour déterminer le prix de règlement, l'élément de la référence mentionnée ci-dessus à prendre en considération est celui en vigueur à la date de la commande.

Le titulaire du marché s'engage, sous peine de forclusion, à notifier par lettre recommandée avec accusé de réception, son nouveau tarif ou barème avec un préavis de : 1 mois minimum avant la date prévue pour la révision.

5.3 Modalités de règlement

5.3.1 TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

5.3.2 Présentation des demandes de paiement

Conformément à l'article L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, la Chambre de Commerce et de l'Industrie d'Ille-et-Vilaine accepte les factures transmises sous forme électronique par les titulaires et les sous-traitants admis au paiement direct. Les opérateurs économiques ont l'obligation de transmettre à la Chambre de Commerce et de l'Industrie d'Ille-et-Vilaine leurs factures sous forme dématérialisées.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Les paramètres à indiquer sont les suivants :

SIRET CCI 35 : 130 022 809 00011

Code service : Néant

Code engagement : code transmis avec la Demande d'Achat (DA ; à savoir un code section à 3 chiffres et numéro de commande à 5 chiffres)

Outre les mentions légales, la facture comporte :

- L'intitulé du marché, sa date et son numéro de marché ;
- La référence du bon de commande fourni après notification du marché (DA n°xxx) ;

5.3.3 Répartition des paiements

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

5.3.4 Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours conformément à l'article R2192-10 du Code de la Commande Publique. Le délai court à compter de la réception de la facture sur la plateforme Chorus Pro.

5.3.5 Intérêts moratoires

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

5.4 Périodicité des paiements

Les paiements interviennent à l'issue de la réception des prestations. Le règlement se fait au fur et à mesure des prestations fournies, identifiées et admises sur présentation des factures correspondantes.

Article 6. Avance

Il ne sera pas alloué d'avance.

Article 7. Conditions d'exécution des prestations

7.1 Forme des notifications et informations

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

7.2 Lieu d'exécution

Les prestations doivent être livrées aux points de livraison, aux jours et heures indiqués sur chaque bon de commande.

- **Hôtel Consulaire de la CCI Ile-et-Vilaine :**

2 Avenue de la préfecture, 35000 RENNES
Du Lundi au Vendredi : 8h30-12h30, 13h45-17h30

- **FACULTE DES METIERS, SAINT-MALO**

66, avenue de Marville
35400 SAINT-MALO
Du Lundi au Vendredi : 8h30-12, 13h30-17h

- **FACULTE DES METIERS BRUZ**

Rue des frères Mongolfier
35170 BRUZ

Du Lundi au Vendredi : 8h30-12h30, 13h30-17h30

- **FACULTE DES METIERS JAVENE**

4, rue Claude Bourgelat
35133 JAVENE

Du Lundi au Vendredi : 8h30-12h00, 13h30-17h

- **FERRANDI PARIS_CAMPUS DE RENNES**

2, rue de Brest
35000 RENNES

Du Lundi au Vendredi : 8h30-12h00, 13h30-18h00

7.3 Stockage, emballage et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

7.4 Mode de livraison

La livraison sera accompagnée d'un bon de livraison.
Les stipulations de l'article 21.2 du CCAG FCS sont applicables.

7.5 Dématérialisation des échanges pendant l'exécution des prestations

Le titulaire du marché peut proposer un processus de commande via internet.

7.6 Documents à fournir

Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation technique rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct du matériel livré et à son entretien courant. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

7.7 Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute du pouvoir adjudicateur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par le pouvoir adjudicateur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

7.8 Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 8. Descriptif technique des prestations attendues

La CCI Ile-et-Vilaine porte un intérêt tout particulier à fournir des équipements de travail qualitatifs, ergonomiques et adaptés aux missions en répondant à l'ensemble des normes en vigueur liées à la sécurité.

Dans cette dynamique, la CCI Ile-et-Vilaine souhaite développer sa démarche RSE mais également renforcer la sécurité de ses collaborateurs au sein de ses environnements de travail.

En conséquence, il est souhaité des équipements innovants tout en offrant des spécificités techniques et ergonomiques permettant la plus grande adaptation morphologique.

Les équipements doivent répondre aux enjeux de protection concernant les postes suivants :

- Techniciens multi techniques de premier niveau :
 - Electricité
 - Plomberie
 - Menuiserie
 - Manutention
 - Petits travaux divers
- Agents techniques des moyens généraux
 - Manutention

A titre indicatif, chaque agent disposera de la dotation annuelle suivante :

- Pantalon de travail : 2
- Polo : 3
- Sweat : 2
- Veste soft Shell : 1
- Doudoune : 1
- Parka : 1
- Bonnet : 1
- Casquette coquée : 1
- Chaussures de sécurité : 1
- Lunettes de protection : 1
- Gants de manutention : 1
- Gants isolants électrique : 1
- Demi-masque respiratoire réutilisable : 3
- Bouchons d'oreilles : 1
- Ceinture de travail renforcée : 1
- Genouillère de protection : 1
- Semelle ergonomique : 1
- Lampe frontale : 1

La dotation pourra être ajustée en fonction des spécificités de certains postes ou des besoins liés au service.

Ces éléments sont donnés à titre indicatif et ne constituent pas un engagement de la part du pouvoir adjudicateur. Chaque bon de commande indiquera si le produit commandé doit être brodé ou non.

La fourniture et la livraison des équipements fera impérativement l'objet d'une formation à destination de l'ensemble des utilisateurs.

Article 9. Pénalités et exécution aux frais et risques

9.1 Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités inférieures à 1000 €. Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités n'est pas plafonné à 10 % du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Pour les pénalités consécutives à un retard dans l'exécution de prestations et chiffrées par jour de retard, le décompte des jours de retard est calculé à compter du lendemain de l'expiration du délai d'exécution des prestations. Il prend fin à la date d'achèvement effectif des prestations, ce jour étant inclus dans le délai.

PENALITE DE RETARD

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, lorsque le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière de retard de 25 € par jour calendaire de retard.

PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE

Si le titulaire du présent marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du présent marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

PENALITES DIVERSES

Le titulaire s'engage à fournir des produits respectant les normes en vigueur. En cas de défaillance et sans mise en demeure, une pénalité forfaitaire de 150 € par matériel sera appliquée.

9.2 Exécution aux frais et risques

En cas de prestations non exécutées, la Chambre de Commerce et de l'Industrie d'Ille-et-Vilaine se réserve le droit de se substituer au titulaire, après mise en demeure préalable adressée en Recommandé avec accusé réception postal, non suivie d'exécution dans un délai de 15 jours calendaires, pour faire exécuter les prestations commandées et non exécutées. Ces mesures seront notifiées au titulaire du marché, et les prestations seront effectuées à ses risques.

Les coûts supportés par la Chambre de Commerce et de l'Industrie d'Ille-et-Vilaine en cas de recours à un autre fournisseur seront payés par l'entreprise défaillante, auxquels une pénalité supplémentaire de 10% sera appliquée.

Article 10. Opération de vérification, admission et garantie

10.1 Vérification et admission

La livraison des fournitures objets du présent marché donne lieu aux opérations de vérification définies aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

Toutefois, par dérogation à l'article 22.3 du CCAG FCS, compte tenu de la nature des prestations objet du présent contrat, le pouvoir adjudicateur n'avisera pas le titulaire des jours et heures fixées pour les vérifications, sauf à ce que celui-ci se soit manifesté expressément par écrit auprès du pouvoir adjudicateur.

Les marchandises refusées pour l'une des raisons précisées ci-dessus doivent être retirées dans les 48 heures. Passé ce délai, le pouvoir adjudicateur décline toute responsabilité sur la détérioration, la diminution ou la perte des produits à reprendre, et peut, pour des raisons d'hygiène, se voir dans la nécessité de s'en débarrasser.

10.2 Garantie

Conformément à l'article 33.1 du CCAG FCS, les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Si le candidat retenu prévoit dans son offre une durée de garantie supérieure à un an, celle-ci deviendra contractuelle à compter de la notification du marché.

Article 11. Résiliation

Le présent accord-cadre peut, s'il y a lieu, être résilié dans les formes et conditions prévues au chapitre VIII, articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2351-1 à 17 du Code de la Commande Publique de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Article 12. Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG FCS. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

Article 13. Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS par l'article 3 du CCAP
Dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG FCS par l'article 5.2 du CCAP
Dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS par l'article 9.1 du CCAP
Dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS par l'article 9.1 du CCAP
Dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS par l'article 9.1 du CCAP
Dérogation à l'article 22.3 du CCAG FCS par l'article 10.1 du CCAP